

## Paris 20 avril 2016 : retour sur l'histoire

À l'occasion du 20 avril, le peuple kabyle a exprimé de manière magistrale sa détermination à exercer son droit à l'autodétermination.

À Paris, la manifestation de milliers de Kabyles derrière le drapeau de l'ANAVAD est un évènement majeur pour deux raisons :

1/- Il ferme la parenthèse ouverte depuis 1962 avec le soutien de tous les gouvernements français à l'État DRS algérien et à ses relais en France ;

2/- Il renoue les fils avec les manifestations des Algériens en France, composante active du nationalisme algérien associée au mouvement ouvrier et démocratique français. Il convient, à un moment où la décomposition de l'État algérien se conjugue avec une crise du régime politique français, de relater cette histoire singulière où les militants du MAK-ANAVAD redécouvrent la route tracée par l'Étoile Nord-Africaine (ENA) dont la majorité des militants et des cadres étaient des ouvriers kabyles.

### 1.- Avant 1954

Au lendemain de la Grande Guerre, beaucoup d'ouvriers algériens s'investissent dans le PCF, la CGTU et l'Union inter-coloniale (UIC). En 1924, Hadj Ali, Mahmoud Ben Lakhal, Marouf Mohamed et Menouar Abdelaziz assurent la publication du *Paria* et de *la Caserne*, rédigent des tracts destinés aux travailleurs immigrés nord-africains et impulsent plusieurs grèves dans la région parisienne, à Marseille, Lyon et Saint-Étienne. Les Algériens participent aux défilés du 1<sup>er</sup> mai et à celui devant le Mur des Fédérés, où ils associent la Commune de Paris et l'insurrection de Mokrani.

Une étape est franchie pendant la guerre du Rif où l'Étoile Nord-Africaine, créée en 1926, est associée à tous les meetings, grèves et manifestations contre la guerre du Rif organisées par le PCF, la CGTU et le Secours Rouge International.

Après sa démarcation du PCF, au lendemain du Congrès de Bruxelles de 1927, où Messali s'est prononcé pour l'indépendance de l'Algérie, la direction de l'Étoile ne rompt pas avec le PCF et tous les travailleurs algériens restent dans la CGTU. Ils tiennent ainsi à la Grange aux Belles, le siège des syndicats unitaires et à la Mutualité, de nombreux meetings et ils participent dans les rangs de la CGTU et du PCF aux manifestations contre les Fêtes du Centenaire de l'Algérie française, l'Exposition coloniale, le dahir berbère de 1931, la police politique de la rue Lecomte, l'Hôpital franco-musulman de Bobigny et la Mosquée de Paris.

En 1934, les Étoilistes se battent dans les rues de Paris, aux côtés des militants de la gauche socialiste et révolutionnaire, contre les factieux de l'extrême droite et ils s'engagent dans la grève générale du 12 février. L'Étoile tient aussi en 1934 un meeting commun avec le PCF, la Ligue anti-impérialiste, *El Amel* et le Secours Rouge pour dénoncer la responsabilité du pouvoir colonial dans les émeutes anti-juives de Constantine. Le moment fort de cette alliance se situe le 14 juillet 1936 pendant le défilé de la Bastille à la République. Regroupés dans un cortège distinct, derrière les drapeaux algériens et syriens, les chefs de l'Étoile sont à la tête au complet des sections de Paris, de la région parisienne et des Comités de chômeurs. Cortège massif de trente cinq mille algériens, dont beaucoup sont coiffés d'une chéchia avec étoile et croissant, qui scandent les slogans de l'Étoile. Dans ses Mémoires, Messali écrit :

« Tout le long du trajet, l'accueil le plus sympathique et le plus chaleureux a été réservé à l'Étoile Nord-Africaine et à son important cortège. Partout, nous fûmes applaudis et chaleureusement acclamés, et particulièrement dans le vieux faubourg de la révolution française de 1789, la population de ce quartier se rappelant sans doute son passé historique, a manifesté par des applaudissements frénétiques et ininterrompus, toute sa sympathie, sa joie et sa foi révolutionnaire au groupe nord-africain. »

Ainsi donc, pendant le Front Populaire, il y a exactement 80 ans, trente cinq mille travailleurs algériens pouvaient défiler librement derrière le drapeau algérien et réclamer l'indépendance de leur pays. Le soutien du peuple français leur était accordé parce qu'ils se plaçaient dans les rangs de la classe ouvrière et qu'ils proclamaient la solidarité des peuples algérien et français dans le combat contre le fascisme, le colonialisme, l'impérialisme et l'exploitation capitaliste.

L'Étoile interdite le 26 janvier 1937 pour son opposition au projet Blum-Viollette, le Parti du peuple algérien (PPA) prend le relais, le 11 mars. Malgré les attaques violentes des dirigeants de la droite, de la CGT, du PCF et l'arrestation de ses chefs, le PPA combat, jusqu'en 1939, le fascisme aux côtés de la gauche socialiste et révolutionnaire et rejoint les défilés du 1<sup>er</sup> mai et du 14 juillet, derrière le drapeau algérien.

## **2. Sous la IV<sup>ème</sup> République**

Après la libération et malgré la scission syndicale, les Algériens restent à la CGT. Le 14 juillet 1953, ils forment un cortège massif derrière leurs banderoles, le drapeau algérien et un portrait géant de Messali Hadj, que la foule parisienne applaudit. A la Bastille, les CRS agressent les Algériens en faisant 7 morts, dont 2 français, et plus de cent blessés. Réagissant vivement, le PCF dénonce la provocation policière, appelle à la solidarité avec les victimes et à agir pour que « le fascisme ne passe pas. » Le 18 juillet, « un hommage du peuple de Paris est rendu aux victimes » et Léon Feix, membre du Bureau Politique du PCF déclare : « Oui, les travailleurs algériens ont le droit de participer comme ils l'entendent aux défilés pacifiques. »

Les 16 et 18 juillet, *L'Humanité* publie deux déclarations du MTLD, accorde, du 15 au 24 juillet, une large place aux massacres. De son côté, le PCF a organisé des manifestations pour les obsèques des victimes et reçu à son meeting du Cirque d'Hiver une délégation du MTLD pour rendre « un suprême hommage aux martyrs de la liberté ».

## **3. Pendant la guerre de libération**

Le 5 novembre 1954, le MTLD est interdit par le gouvernement Mendès France. En décembre 1954, le Mouvement national algérien (MNA) qui lui succède devient le cadre politique et organisationnel de la quasi-totalité des travailleurs algériens en France. Il alimente aussi en argent et en militants des centaines de cellules dans les villes d'Algérie et de maquis de l'ALN. Après l'insurrection généralisée du 20 août 1955, une solution politique du problème algérien devient urgente. Deux camps se forment :

1. Un lobby regroupant les progressistes, les chrétiens de gauche, les mendessistes et les néocolonialistes de Jacques Chevallier, qui assure la promotion du FLN, car il regroupe derrière Abane Ramdane et Krim-Ouamrane, les Centralistes (Ben Khedda, Kiouane, Yazid, Lahouel), les Oulémas, Ferhat Abbas et le stalinien Ouzegane.

2. Les partisans d'une solution démocratique au problème algérien (la Constituante) : la gauche socialiste, *La révolution prolétarienne*, les intellectuels anticolonialistes, les anarchistes, les trotskistes et la Fédération de l'Education Nationale.

Depuis août 1955, le MNA qui cherche à établir un lien entre la révolution algérienne et le mouvement social en France, s'engage dans les grèves de Nantes-Saint-Nazaire. En septembre, il distribue des milliers de tracts dans la CGT et dans toutes les usines de France pour soutenir la grève générale de la Loire-Atlantique. La situation change après la capitulation de Guy Mollet à Alger, le 6 février 1956. En mars, pour peser sur le débat ouvert au Parlement sur les pouvoirs spéciaux, le MNA mène une large campagne de sensibilisation (affiches et distribution de milliers de tracts dans les usines, les métros et les gares, prise de parole dans les usines et des chantiers).

Dans une lettre ouverte aux députés, il attire leur attention sur le danger d'un vote qui engagerait le contingent dans la guerre et il se prononce pour une solution et démocratique. Dans le même temps, il annonce dans un tract :

- la création de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) ;
- un Appel à la grève générale des travailleurs algériens et à une manifestation à Paris contre le vote des pouvoirs spéciaux.

### ***La manifestation du 9 mars 1956***

Le 9, la manifestation est massive dans la plupart des régions et branches qui emploient des Algériens. Chez Renault où travaillent 4 000 Algériens, des départements entiers comme les Fonderies, les Forges et les Presses sont presque arrêtés.

À Paris, plusieurs milliers d'Algériens défilent en direction du Parlement. La police charge le défilé et procède à des arrestations mais en nombre limité pour plusieurs raisons : l'organisation stricte du cortège par un service d'ordre important et déterminé, le soutien apporté à cette manifestation par la gauche socialiste et révolutionnaire et les syndicats d'enseignants, la campagne de propagande du MNA en direction de la population et de la jeunesse pour la paix. Cinq ans plus tard, une autre manifestation sera sauvagement réprimée.

### ***Le massacre du 17 octobre 1961***

Ce jour-là, des milliers de travailleurs algériens des banlieues et de Paris se rassemblent au quartier latin et se dirigent vers l'Opéra. Prévenus, le préfet de police Maurice Papon, Constantin Melnik, l'homme clé de Matignon et Roger Frey, ministre de l'intérieur, concentrent plus de 7 000 policiers, CRS et gendarmes. A 18 heures, tous les Algériens qui sortent des métros, sont raflés et expédiés à Vincennes, au Palais des Sports et à Beaujon. Puis la répression se déchaîne. Par matraquage, balles et noyades dans la Seine, plus de 200 Algériens sont tués, 2 300 sont blessés et 11 538 arrêtés.

Pourquoi cette « ratonnade » alors que le GPRA et Paris ont déjà négocié à Evian puis à Lugrin (juillet 1961) ? Pourquoi le silence de la presse ou la dénonciation du FLN car « c'est le terrorisme musulman qui est à l'origine de ces drames » (*Le Monde* du 19/10) ? Pourquoi l'absence d'une solidarité massive et unitaire de la classe ouvrière comme en juillet 1953 ? Et, pourquoi cette manifestation du FLN ?

Le contexte de l'année 1961 est connu : soutien massif de la population au général de Gaulle (référendum du 8 janvier 1961), putsch des généraux (avril 1961) entraînant une

crise à tous les niveaux de l'appareil militaire, vague d'attentats de l'OAS en Algérie et en France, dégagement de la base de Bizerte, attentat contre de Gaulle, le 9 septembre 1961. Mais peut-on occulter la responsabilité du FLN dans cette tragédie ? Devenu maître de l'émigration, après le massacre des dirigeants messalistes (MNA et USTA), le FLN décide de porter la guerre en France « sur un territoire hostile » et contre « un peuple ennemi ». Cette stratégie, en rupture avec celle du mouvement nationaliste, coupe les Algériens du mouvement ouvrier français. En mars 1961, quand le FLN engage la bataille de Paris contre les forces de l'ordre, de Gaulle réagit durement. Soutenu par le Parlement, la presse et la population, il met en place un dispositif répressif très sévère. Considérant la manifestation du 17 octobre comme une opération de guerre du FLN contre la France, les forces de l'ordre se déchaînent contre les « terroristes » algériens.

Le contexte explique le climat de Grande peur où a été plongé Paris en Octobre 1961 Mais suffit-il pour expliquer le silence de la presse et l'absence de solidarité des organisations de la gauche qui luttait pourtant pour la paix en Algérie ? Peut-on charger le seul Papon, en gommant la responsabilité du premier ministre et du chef de l'Etat ? Peut-on parler d'une dérive fasciste des forces de l'ordre et du racisme anti algérien d'une partie de la population française ? La réponse à ces questions sera vite apportée. Le 8 février 1962, la FEN, la CGT, l'UNEF, le PCF et le PSU manifestent contre l'OAS à la Bastille. La charge des CRS fera 8 morts au métro Charonne. La réaction est immédiate. Le 9, la grève est générale et le peuple de Paris fait des obsèques grandioses aux victimes.

Après cette manifestation massive et unitaire mais où les Algériens sont absents, les attentats du FLN et de l'OAS cessent, la législation répressive qui frappait les travailleurs algériens n'est plus appliquée et de Gaulle signe les accords d'Évian, le 18 mars 1962. Pour conclure :

**La manifestation du 20 avril à Paris replace l'histoire longue de l'immigration algérienne comme celle des relations franco-algériennes, sur la scène de l'histoire. Comme à l'époque du Front Populaire, le MAK-ANAVAD, héritier de l'Etoile Nord-Africaine, tend la main au peuple de France pour qu'il l'aide à obtenir son autonomie, simple étape pour la réalisation du programme du Congrès Mondial Amazigh : l'unité des peuples berbères d'Afrique du Nord. Les conditions générales existeront alors pour construire un Occident méditerranéen, fondé sur la démocratie et l'intérêt commun.**

**Jacques Simon** - 30 avril 2016